

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3671 - Vendredi 10 Juillet 2020 - Prix : 200 Fc

POLITIQUE

Le FNJ, oui à la mouvance, mais non au parti unique



Les dirigeants du FNJ en conférence de presse

POLITIQUE

Le porte-parole du parti Orange viré par Farouata

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Covid-19 Derniers chiffres

	Ngazidja	Ndzouani	Mwali	Total
Cas cumulés	189	89	36	314
Nouveaux cas	0	1	0	1
Guéris cumulés	173	84	31	288
Cas actifs	11	3	5	19
Décès cumulés	5	2	0	7

Prières aux heures officielles Du 11 au 15 Juillet 2020

Lever du soleil:
06h 28mn
Coucher du soleil:
17h 56mn

Fadjr : 05h 17mn
Dhouhr : 12h 16mn
Ansr : 15h 11mn
Maghrib : 17h 59mn
Incha : 19h 13mn



POLITIQUE

La coordination de la CRC de Hambou « salue » le discours du Président



La coordination CRC de Hambou devant la presse

Dans une sortie médiatique, le bureau de la coordination de Hambou de la Convention pour le Renouveau des Comores (CRC) a fait une approche sur la situation politique nationale. Lors de ces échanges avec la presse, les conférenciers ont passé en revue le discours du chef de l'Etat à l'occasion de la fête nationale et selon eux, « cette allocution est à saluer ».

"Nous saluons les propos du Président de la République et nous l'encourageons à les mettre en pra-

tique », a lancé Ahamada Mzé Roddy. Ce ténor de la CRC de la région Hambou rappelle qu'à cette occasion, « Le président n'a pas manqué de lancer un appel à la préservation de la sécurité du pays en dénonçant les manipulations et les déstabilisations quotidiennes ». Ahamada Mzé Roddy a montré que le souhait d'Azali Assoumani c'est de placer le pays sur la voie du développement et rappelle la volonté du chef de l'Etat de s'ouvrir au dialogue. « Nous devons, ensemble, unir nos forces pour le développement du pays car c'est ainsi que nous pouvons construire notre

patrie », martèle celui qui ne manque pas d'affirmer que « la paix est la seule source pour l'émergence ».

Face à la levée de certaines mesures face à la Covid-19, Ahamada Mzé Roddy appelle la population à redoubler de vigilance et à comprendre que les nouvelles mesures du Président de la République « ne veulent pas dire que la maladie est partie ». De la reprise économique promise par Azali Assoumani, les conférenciers estiment que « pour une vie meilleure, chaque jeune doit saluer les mesures économiques prises par le gouvernement ». De ce fait, Ali Chahidi Mohamed rappelle que le président ne ménage aucun effort et ainsi, il cite la création de société comme la SONEDE, Comores Câbles et autres. « La jeunesse fait partie des préoccupations du chef de l'Etat. Cette jeunesse n'exige qu'un travail pérenne et le régime n'est pas resté les bras croisés », soutient-il. Face à ces défis immenses, ce cadre de la CRC rappelle qu'aucune économie n'est possible sans paix. « Il est important de

privilegier la paix et la stabilité du pays pour promouvoir une bonne économie et viser le développement du pays », insiste-t-il.

De la violence faite aux enfants, la députée de la région de Hambou, Dawiyat Mohamed regrette que ces pratiques perdurent et deviennent un fléau national. De ce fait, elle affirme que « au sein du parlement, tout le monde travaille pour trouver une solution face à ce fléau ». Bien qu'elle s'indigne, la députée de Hambou rappelle que la responsabilité est partagée et selon elle, « il ne s'agit pas seulement de la justice mais aussi de la société et des familles ».

« En ma qualité d'élue, j'estime qu'il faut une grande politique de sensibilisation pour ainsi remettre les choses au clair et attirer l'attention de tout le monde », dit-elle. S'alignant derrière la volonté du Chef de l'Etat de vouloir éradiquer par tous les moyens, ce fléau qui détruit une grande partie des enfants, les conférenciers précisent que ce combat est celui de tout le monde et affirme que « le Président a pris l'engagement de faire de cette lutte la sienne » et donc « nous devons l'accompagner ».

A.O Yazid

HABARI ZA UDUNGA

Un grand mystère

« Avoir toujours raison est un grand tort ». Cette phrase de Turgot, reprise par le président du conseil Edgard Faure dans ses mémoires en 1982, illustre ce qui se passe un peu dans les îles de la lune.

Et on voit mal certains, contribuer à scier la branche sur laquelle ils sont assis en ayant dans leur bec un fromage. Mais cela est une autre histoire.

En définitive nous savons tous que l'impunité est devenu la règle numéro un dans ce pays. L'arrogance et le mépris sont devenus les concepts sur lesquelles certains puisent leur force oubliant au passage qu'un pouvoir ne dure qu'un temps, le temps d'un instant, diraient certaines mauvaises langues.

Les îles de la lune sont un carrefour de cultures et de civilisations. Elles ont des opportunités à saisir et des atouts à relever. Sans une prise de conscience affirmée sur le plan politique autour d'une vision globale sur le devenir du pays, le microcosme politique continuera de naviguer tel un frêle esquif à travers les méandres d'une mer déchainée appelé mondialisation.

Le temps est venu pour nous d'admettre là où nous avons failli et d'ouvrir le débat sur de nouvelles approches pour un développement au service du pays. Si nous en avons à cœur cela, les moyens pour y arriver ne nous feront pas défaut. À moins de vouloir rester dans « leboti no Msetro », pour encore un bout de temps !

Notre drame est que les multiples leaders sous les cocotiers ont décidé de faire siennes ces paroles d'un personne de Jean Cocteau : « Puisque ces mystères m'échappent, feignons d'en être l'organisateur ».

Et dans ce contexte pour beaucoup de nos compatriotes, notre pays demeure un grand mystère.

Mmagaza

SOCIÉTÉ

Abou Cheikh Ahmed succède à Kamal Souef à la tête de Rotary Club de Moroni

Après avoir écoulé son mandat, Kamal Souef passe le flambeau à Abou Cheikh au poste de président de Rotary Club de Moroni. Ce dernier s'engage à ramener à bon port les missions de l'association.

La cérémonie de passation entre le nouveau et l'ancien président de Rotary Club de Moroni a eu lieu le 3 juillet dernier à Moroni. Le sortant, Souef Kamalidine a souhaité à son successeur ses « meilleurs vœux » de réus-

site dans ses nouvelles missions, tandis que l'entrant, s'engage à ne ménager aucun effort pour arriver aux objectifs de la maison. « C'est un choix unanime en me confiant la présidence pour l'année rotarienne à venir. C'est un honneur pour moi. J'ai souvent réfléchi à cet honneur, à cet engagement et surtout aux grandes responsabilités que cette élection implique », s'enthousiasme Abou Cheikh, le nouveau président selon qui, au-delà de ses responsabilités, il désire avant tout que cette transmission, ce passage

de témoin se déroule « non pas dans un esprit de passation de pouvoir mais de passation de devoir ».

Cet expert en comptabilité, montre que le Rotary existe d'abord par et pour ses actions. « Le Rotary est une organisation composée de membres, en ayant pour triple objectif prioritaire : le développement de la convivialité et de l'amitié entre nous, sans lesquels rien d'efficace ni de pérenne n'est possible ; l'assiduité et la régularité dans nos engagements, avec toujours à l'esprit cette urgence de service d'abord qui est la nôtre et le recrutement de nouvelles énergies », dit-il.

Rappelons que le Rotary est une association qui rassemble 1,2 millions de membres regroupés dans plus de 35.000 clubs présents dans près de 200 pays et régions géographiques. Le Rotary club de Moroni a été créé en 1965, il fait partie du district 9220 qui regroupe 1700 membres dans les clubs des îles de l'Océan Indien. Depuis des années, le Rotary se bat pour la paix, la résolution des conflits, la prévention et traitement des maladies, l'accès à l'eau potable et la santé de la mère et de l'enfant entre autres.

Nassuf Ben Amad



Passation entre Abou Cheukh et Kamal Souef.

En effet, sous nos cocotiers il n'est jamais bon d'avoir raison sur la masse. Et l'histoire du président Ali Swalihi est là pour nous le démontrer. Nous sommes dans un pays où il est difficile de trouver quelqu'un, qui, sur une question donnée, vous avouera son ignorance. Il trouvera toujours une explication à vous proposer.

Vous lui demander pourquoi il fait si chaud, il vous répond que c'est à cause de la mode déshabillée de nos jeunes filles et il vous ajoutera qu'en principe il devrait faire plus chaud si l'on tient compte du degré de la dégradation des mœurs. En fait, nous n'avons rien à apprendre, nous devons nous contenter d'écouter, ceux qui monopolisent la parole dans les bangwés, dans les réseaux sociaux, dans les médias privés, etc... Il semble que tous ces gens là ont des solutions à nous proposer pour sortir de l'ornière.

Dans les îles de la lune, la parole a toujours été reine. Les maîtres de la parole ont toujours fleuri un peu partout dans nos localités. Ce qui amenait le feu président Abdallah à faire sien l'adage : « la langue n'a pas d'os ». Aujourd'hui, le débat s'est focalisé sur les concepts d'émergence et de gouvernance démocratique

En fait il semble que la problématique réside dans le fait que c'est la survie d'un certain nombre de castes politiques qui est en jeu.

POLITIQUE

Le FNJ, oui à la mouvance mais non au parti unique

Le Front National pour la Justice (FNJ) s'oppose au projet de parti unique tant réclamé par la CRC, le principal parti au pouvoir. Au cours d'une conférence de presse tenue hier jeudi à Vanamboini, ce parti islamiste persiste et signe qu'il est et restera dans la mouvance présidentielle sans changer, en aucun cas, le nom.

Depuis quelques mois, la Convention pour le renouveau des Comores (CRC), le parti au pouvoir nourrit l'ambition de rassembler tous les partis qui soutiennent le régime du président Azali sous la bannière d'un seul et unique parti qui pourrait prendre la dénomination de « Grande CRC ». Dans cette perspective, les partis composant l'Alliance

de la Mouvance présidentielle ne cessent de s'exprimer sur une question qui est loin de faire l'unanimité. Si certains s'accrochent à leur fauteuil comme le parti Radhi de l'actuel ministre de l'économie, d'autres n'épousent pas cette idée hégémoniste, notamment le parti Orange.

Par la voix de son porte-parole Toianmou Ibrahim, le parti Orange affirme être « attaché aux valeurs et principes de l'Alliance de la Mouvance Présidentielles ». Aujourd'hui, c'est au FNJ, un autre parti de la mouvance de réfuter le projet de parti unique. « Nous sommes dans la mouvance présidentielle et nous y resterons pour soutenir les actions du gouvernement. Mais il n'est pas question de changer le nom de notre parti. FNJ restera le FNJ », déclare Mahamoudou



Hodari, le secrétaire général du parti islamiste créé en 1990. Pour lui, le FNJ milite et défend les actions du gouvernement mais sous

l'étiquette de la FNJ. « Nous respectons bien sûr la mouvance présidentielle pour soutenir le chef de l'État qui appelle à l'émergence 2030.

Mais on ne peut en aucun cas dissoudre notre parti », poursuit-il.

Au cours de ce face à face avec la presse nationale en présence de certains militants du parti, le secrétaire général interpelle les autres partis politiques comoriens d'avoir un langage constructif au lieu de saboter. « Nous sommes appelés à diriger ce pays un jour, donc il faut avoir une maîtrise de langage. Il faut construire et non démolir, enseigner au lieu d'insulter », rappelle-t-il, avant d'ajouter que « le pays a franchi une étape importante depuis 2018. On ne peut pas revenir en arrière ». Les conférenciers appellent les membres du parti à respecter leurs engagements vis-à-vis du parti et envers le peuple comorien.

Ibnou M. Abdou

POLITIQUE

Le porte-parole du parti Orange viré par Farouata

Sans surprise, le délégué à l'enseignement de base de Ngazidja, qui n'est autre que le porte-parole du parti Orange, est démis de ses fonctions par Mhoudini Sitti Farouata, la gouverneure de l'île de Ngazidja. Il paie ainsi le prix fort de la position de sa famille politique qui a refusé de fusionner avec la CRC, le parti au pouvoir.

À Mrodjuu, siège du gouverneur de Ngazidja, un remaniement sur fond de profonde crise entre le parti Orange du ministre de l'Intérieur et la CRC du chef de l'État. Mohamed Toiaamou, porte-parole du parti Orange, est remplacé à son poste de délégué à l'Enseignement de base au niveau de Ngazidja. Cette nouvelle n'a pas surpris puisque depuis fin juin que



le concerné a déclaré publiquement la position de son parti à travers La Gazette des Comores, il a été dans le collimateur.

Mohamed Toiaamou avait en effet montré que si son parti était prêt à travailler avec la CRC tout en restant attaché aux valeurs et princi-

pes de la Mouvance présidentielle, la dissolution en faveur d'une fusion avec le parti du président de la République était en revanche la ligne à ne pas franchir. « Pas question de dissoudre notre parti car cela reviendrait à trahir notre conscience », assénait-il. Depuis, comme nous l'avions indiqué dans nos précédentes éditions, la gouverneure de Ngazidja n'a cessé de subir des pressions depuis la présidence de la République pour virer les délégués Orange.

Mohamed Toiaamou est remplacé par Mohamed Youssouf à l'Enseignement de base, primaire, secondaire, à la formation technique et professionnelle. Deux autres noms font leur entrée dans la nouvelle équipe de Farouata. Moustoifa Mohamed à la gouvernance locale, des affaires municipales et de l'amé-

nagement du territoire, et Mbaraka Mmadi Mnamdji à la tête du tourisme, des loisirs, de la culture et du patrimoine. Deux membres de l'ancienne équipe sont reconduits, notamment Faiza Soulé Ibrahim à la santé de base, bien-être social, la cohésion sociale et les affaires associatives, ainsi qu'Abdullah Mohamed au développement durable, environnement, économie locale et entrepreneuriat. Dorénavant c'est le ministre de l'Intérieur qui n'est autre que le président d'honneur du parti Orange, qui attend d'être fixé sur son sort au sein du gouvernement central dont un remaniement est déjà annoncé pour bientôt selon des sources proches de Beit Salam.

A.O Yazid

COVID-19

Des équipes partent à la recherche des cas actifs

Alors que le chef de l'État vient d'alléger certaines mesures, le pays a enregistré un nouveau cas

de Covid-19 du 08 au 09 Juillet dernier. Les comités au front dans la lutte contre la Covid-19 adoptent une nouvelle stratégie pour lutter contre l'ennemie invisible.

tent une nouvelle stratégie pour lutter contre l'ennemie invisible.

Le pays a enregistré un nouveau cas du Covid-19 du 08 au 09 juillet dernier. Soit quatre jours après l'allègement de certaines mesures par le président Azali Assoumani. Et pour accompagner la décision du chef de l'Etat, les comités au front en cette période de guerre se sont réunis le mercredi 08 juillet afin de trouver une solution pour limiter la propagation du virus sur le territoire national. Le docteur Hafidhou Mohamed, membre de la commission scientifique et responsable de l'équipe d'investigation a montré que les équipes partent à la recherche des cas actifs.

« Nous ne pouvons pas nous permettre à l'erreur. On se doit d'être vigilant. Et pour accompagner la décision le chef de l'Etat, nous avons décidé de procéder à la recherche de cas actifs », souligne-t-il. Pour commencer, l'équipe d'investigation va se rendre dans les institutions financières et dans certaines administrations publiques afin de faire des prélèvements pour identifier des cas éventuels. « Le constat a été fait aux niveau des hôpitaux. La rareté des consultations se fait remarquer. Ce qui fait qu'actuellement le taux de cas de Covid-19 est faible », dit-il.

Actuellement, le pays enregistre 314 cas au total, 228 guéris et ne déplore que 7 décès selon le bulletin du 09 juillet dernier. De son côté, le

ministère de la santé appelle au renforcement strict des mesures barrières. « J'exhorte la population au respect strict des mesures de prévention collectives et individuelles déjà en vigueur et à redoubler de vigilance », appelle Loub Yakouti, la ministre de la santé. Bien que le nombre de guéris continue de progresser, les villes et villages n'ont pas baissé la garde face à l'ennemi invisible. Et pour couronner le tout, le port de masques est rendu obligatoire sur toute l'étendue du territoire national. Une mesure qui n'est pas toujours respectée, notamment dans les marchés et le transport en commun.

Andjouza Abouheir



Hopital de Samba Kouni

LUTTE CONTRE LA COVID-19 :

Des associations au chevet des malades rénaux



L'association comorienne de soutien aux malades rénaux vient de remettre des kits sanitaires au centre de dialyse de l'hôpital El-Maarouf. Ils sont composés de vêtements et des produits désinfectants pour faire face à la Covid-19.

Le centre de dialyse d'El-maarouf a reçu en début de semaine des équipements pour aider le personnel soignant à faire face à la Covid-19. Comme le centre est sous l'administration de l'hôpital El-Maarouf, la direction de ce dernier a apporté aussi son appui pour la lutte contre la Covid-19 dans le pays en apportant aussi des masques et gels pour le personnel

affecté au centre de dialyse. C'était l'occasion pour l'association comorienne Alhayate, composée essentiellement de familles dialysées de remettre une voiture au Centre pour les besoins des malades. Une initiative que le Dr Mouhamed Moundhirou Djoubeir, neurologue et médecin chef du Centre n'a cessé de remercier. « Cette voiture aura besoin de carburant et nous comptons sur la direction de l'hôpital pour nous l'apporter sinon elle sera immobile », avertit-il, en présence du directeur de El-Maarouf.

Pour rappel, le centre de dialyse a été inauguré officiellement le 10 juillet 2010 par une association de bienfaisance égyptienne. À nos jours, il est sous la responsabilité de

l'État comorien. Par cette occasion, Ibrahima Abdourahamane, président de l'association pour le soutien aux malades rénaux tient à saluer le geste remarquable de l'association Alhayate et espère que d'autres, comme les bailleurs de fonds, lui emboîteront le pas.

« Pour l'instant, nous avons beaucoup de difficultés et nous avons vraiment besoin d'une ambulance et un chauffeur », sollicite-t-il. Avant la fin de la cérémonie, 16 agents du Centre ont reçu, chacun, un certificat de formation qui a été organisée à la fin de l'année dernière à l'occasion de l'arrivée de sept nouvelles machines au centre de dialyse.

Ibnou M. Abdou

LIBRE OPINION

Ali Soilihi « révolutionnaire » ?

Dans La Gazette des Comores n°3648 du jeudi 04 juin 2020, rubrique « Libre opinion » Fundi Ali Mlamali en réaction à mon article publié dans Habarizacomores.com sur la « rupture Comores France de septembre 1975 » a porté un « Éclairage » magistral du passé, comme il en a l'habitude.

Ali Soilihi appartient au passé du pays. Des personnes s'en réclament bien sûr mais il n'existe plus sur la scène politique comorienne de force politique « soilihiste » depuis la quasi disparition de Maesha Bora. On peut donc aborder l'examen du « soilihisme » avec moins de pression politique.

La problématique qui nous occupe : la rentrée scolaire 75-76 sans les enseignants et techniciens français partis brutalement, réaction tordue de la France face à la ferme position nationaliste d'Ali Soilihi contre le maintien de Maore sous colonisation française. Question

épineuse s'il en était !

Les témoignages de Ahmed Thabi et Fundi Ali Mlamali (Mouzaour Abdallah l'autre membre de la délégation n'est plus) convergent : la délégation mandatée par le pouvoir Ali Soilihi pour palier au manque d'enseignants n'avait pas à s'adresser aux étudiants comoriens en France (ASEC) et la proposition de la Guinée de Sékou Touré n'avait pas été retenue. Penser donc, Sékou avait déplacé un avion spécial pour courir au chevet des Comores. Et il dut battre en retraite du Mozambique sous les injonctions d'Ali Soilihi. Fundi Ali Mlamali révèle la raison : on ne voulait pas déplaire à Senghor... « qui restait l'ultime médiation pour une « hypothétique » approche d'une solution mahoraise avec la France ». Et notre Fundi de nous expliquer encore plus la situation « Sékou Touré a en quelque sorte voulu sa rupture (avec la France bien entendu), Ali Soilihi l'a subi ».

On est donc en droit de s'interroger sur la réalité des relations entre la France et Ali Soilihi. Si le voisin Ratsiraka avait réellement rompu avec la France : sortie de la zone Franc, ralliement du camp « socialiste ». Ali Soilihi lui, tergiversait entre son nationalisme intransigeant sur la question cardinale de Maore et sa tendance naturelle de toujours regarder du côté de la France. D'où une certaine inconséquence qui a favorisé son renversement par les mercenaires à la solde de la Françafrique. Il semble que l'opération criminelle du 13 mai 1978 a bénéficié d'informations stratégiques fournies à Bob Denard par des français vivant dans le pays. Ratsiraka par contre demeura au pouvoir bien plus longtemps !

Ali Soilihi demeure le Chef d'É-

tat comorien qui aura marqué le plus la conscience collective du pays, l'imaginaire « révolutionnaire » comparé à tous ses successeurs. Il a cherché à développer le pays sur la base du plan yamaedeleo et sa profonde réforme administrative. Il a voulu transformer les mœurs du pays. Malheureusement il a cru que sa volonté seule suffisait. Il fut amené à miser sur la seule force des « comités et du Bawa Mwasi, pour imposer le changement. Bien évidemment cela ne pouvait pas marcher. Il s'est en fait aliéné les masses, celles qui devaient être derrière lui, se fragilisant à l'extrême.

Soulignons enfin qu'Ali Soilihi était un brillant orateur qui subjuguait les esprits. Il s'était lancé dans une théorisation que certains voudraient révolutionnaires alors qu'il

n'en était rien. Son crédo fut non pas mapinduzi (révolution) mais ufwakuzi (putschisme) qu'il a décliné en plusieurs thèmes ufwakuzi wa siasa, ufwakuzi wa maesha, etc.

L'accession d'Ali Soilihi au pouvoir et ses deux ans et quelques au pouvoir sont riches d'enseignements pour le pays, pour ceux qui veulent comprendre afin de contribuer à changer l'ordre inique et chaotique qui règne depuis 1975. Merci donc à Fundi Ali Mlamali d'avoir contribué à éclaircir un épisode et espérons qu'il nous fera bénéficier de ses lumières, lui qui fut un dirigeant de premier plan durant cette période

Idriss



AVIS D'APPEL D'OFFRES



ITB N°03/2020/PNUD/COM -TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS DE LA DIRECTION GENERALE

&
DE LA DIRECTION REGIONALE DE GRANDE COMORE/
DE LA SECURITE CIVILE A MORONI, GRANDE COMORE.

Le bureau du PNUD Comores cherche à réaliser les travaux mentionnés ci-dessus.

Les entreprises spécialisées dans ce domaine et intéressées par cet appel d'offres sont priées de bien vouloir télécharger les documents à partir des sites du PNUD suivants :

<https://etendering.partneragencies.org> - Event n° 0000006444

http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=67623

<https://www.ungm.org/Public/Notice/110743>

Une visite de terrain est prévue le 18 JUILLET 2020 à partir de 10h00 au site de construction de l'ouvrage (ancien aéroport) de Moroni et sera suivie par une conférence préparatoire.

La gazette des Comores, Savoir et comprendre

La Gazette des Comores

Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Secrétaire de rédaction

Toufé Maecha

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Hadidja Abdou

Documentation archiviste

Mariama Hassane

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettecomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

BASKET-BALL À TROIS :

Mansouri Ibrahim : "Équipes mixtes, cela permet de partager l'amour de la discipline"

Le Basket-ball à trois (Bb 3x3) est une discipline collective des enfants, parachutée aux Comores très récemment. Cette saison, il marque son 5e printemps. Il est opérationnel au niveau national. A quatre reprises, ses athlètes ont pris part à des compétitions internationales. Avant la découverte du coronavirus, des tournois scolaires insulaires battaient leur plein. Sauf Moili, victime de la covid-19. Mansouri Ibrahim, coordinateur national de la discipline, répond à nos questions.

Question : Avant la présence de la covid-19, quel était l'état de santé du basket-ball à trois ?

Mansouri Ibrahim : Les antennes insulaires étaient dynamiques. Des compétitions scolaires ont eu lieu : Ngazidja (février), Ndzuani (mars) et Moili (avril). Mais son planning a été interrompu par l'interdiction de tout regroupement décidé par les autorités nationales. D'où l'ajournement de la phase nationale, qui était prévue en mai 2020. Je pense qu'au pays, la discipline est restée vivante et ambiante.

Question : Cette discipline fraîchement introduite dans l'archipel, évolue-t-elle ?

MI : Nous avons mis en place

une politique nationale de séduction. Elle fait bonnement ses preuves. Le règlement a été distribué aux écoles. En quatre ans, on a pu organiser avec succès des regroupements nationaux, caractérisés par des tournois nationaux de qualification. Le Bb 3x3 comorien a pris activement part à 4 compétitions internationales : Botswana à 4 reprises, et Zimbabwe, une fois. Ici, à titre exceptionnel, les équipes étaient mixtes. Elles étaient formées par des joueuses et joueurs de nationalités différentes, tous les sexes confondus. C'est une occasion offerte aux enfants pour mieux se connaître, pour développer le sens de la camaraderie et de partager l'amour de la discipline. C'était fantastique. Les rapports de la Fédération Internationale de Basket-ball d'Afrique (Fiba 3X3) nous encourage beaucoup.

Question : Actuellement aux Comores, le Bb 3x3 évalue à combien le nombre de clubs féminins et masculins, opérationnels ?

MI : Pour l'heure, la discipline est ouverte exclusivement aux gosses de la communauté éducative. Les compétitions civiles qui seront administrées par les Ligues insulaires, verront le jour plus tard. Je connais comment fonctionne les

Ligues pour avoir été un acteur très actif. Même si ce sera difficile, on le fera. Donc, il est difficile de donner des nombres fixes des clubs.

Question : Le Bb 3x3 a-t-il pu mettre en application son plan d'action avant la suspension de tout regroupement, entre autres, sportif ?

MI : Je pense que de ce côté, nous n'avons rien à nous reprocher. Un planning ambitieux avait été soumis aux antennes insulaires. Elles étaient très actives. Des confrontations scolaires étaient au menu : Ngazidja (février), Ndzuani (mars) et Moili (avril). Hélas, l'île de Djumbe Fatima, n'a rien amorcé, covid-19 oblige. Une fois le virus maîtrisé, le parquet de Fomboni sera bien animé.

Question : Après la levée des mesures de restriction, quel sera le plan de relance du Bb 3x3 ?

MI : Je pense que la priorité sera la reprise de la compétition de l'île de Djumbe Fatima, perturbée par la crise pandémique. Ce tournoi scolaire permettra de déterminer les ambassadeurs qui représenteront Moili à la phase nationale. La date sera fixée ultérieurement.

Question : Figurent-ils dans la



Mansouri Ibrahim coordinateur national du BasketBall.

feuille de route du Bb 3x3 des projets de formations et/ou des sorties internationales ?

MI : Bien sûr. Des formations locales et à distance et la participation à une compétition internationale sont au calendrier. Certains coordinateurs sont déjà à pied d'œuvre pour la formation à distance. En décembre 2020 prochain, une sortie est prévue dans le continent.

Question : Généralement, quel genre de problème se trouve confronté le Bb 3x3 ?

MI : La difficulté qui troublait le Bb 3x3 relevait de la communication. Mais elle est en voie de résolution. Comme c'est une discipline

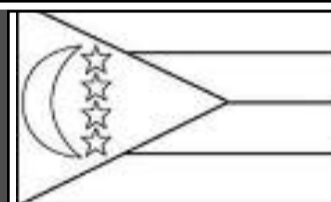
récente, les gens n'étaient pas au courant de son existence officielle. Ils pensaient que c'était une discipline de distraction. Avec l'active participation de mes collaborateurs, qui sont des hommes de terrain, dévoués et disponibles, et le précieux appui de la fédération, de la presse, de notre sponsor Telma, le suspense est dissipé. La discipline gagne du terrain. J'appelle tout le monde à nous rejoindre. Je remercie toutes les personnes morales et physiques qui sont préoccupées par le développement du Bb 3x3.

Propos recueillis par
Bm Gondet



UNION EUROPEENNE

Délégation de l'Union Européenne
Chargée des Comores à Madagascar
Fonds Européens de Développement



UNION DES COMORES

Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire
Ordonnateur National du FED

Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED Programme d'Appui à la Coopération (PAC) KM/FED/037-356 (XIème FED)

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Programme "MSOMO NA HAZI" (formation et emploi), Formation et Insertion Professionnelle dans l'Union des Comores, est financé par l'Union européenne (11ème FED).

Pour le mettre en œuvre, le Ministre des Finances - Ordonnateur National du FED, recrute :

- Un(e) Directeur (trice) National (e) et Régisseur(e) FED
- Un(e) Responsable Administratif et Financier et Comptable FED

L'objectif du programme est de renforcer l'accès au marché du travail et offrir des opportunités d'auto-emploi pour des jeunes hommes et femmes de 15-35 ans en agissant sur l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle.

Il s'agit d'emplois à plein temps, non cumulables avec une autre activité professionnelle, politique ou

syndicale, basé à Moroni - Grande Comore, avec des fréquents déplacements à Anjouan et Mohéli.

Vous pouvez obtenir les termes de référence des postes décrivant missions, profils, conditions et procédures en envoyant un message à l'adresse suivante : caon@cellulefed.km

La date indicative de prise de fonction est le 1er octobre.

Le dossier de candidature doit être composé de :

- Une lettre de motivation précisant la date de disponibilité à préciser (1 page maximum)
- Un CV détaillé avec photo récente
- Photocopies des diplômes et attestations démontrant les aptitudes/qualifications principales
- **3 personnes de références** (nom/prénom, position, numéro de téléphone et adresse e-mail)

Les candidatures, rédigées en français, doivent être

envoyés(au choix) :

Par Courriel à l'adresse électronique suivante : caon@cellulefed.km

Ou Courrier à l'adresse suivante :

M. le Directeur de la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National
Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire

Avenue de l'Indépendance - BP 2463 Moroni - Union des Comores

En indiquant sur et/ou en objet : **candidature au poste de Directeur/Directrice Nationale FIP ou RAF FIP**

Date limite : 15 juillet à 12h

Les dossiers incomplets ou reçus hors délai ne seront pas pris en compte.



UNION DES COMORES
MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE

**GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT**



**Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles phase II
(PRCI II – Comores)**

STRUCTURE D'EXECUTION DU PROJET

Don n°: 5900155009251

Projet n°: P-KM-KA0-002

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

1. L'Union des Comores a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour couvrir le coût du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) Phase II et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le « **Recrutement d'un Consultant junior en vue d'appuyer la Direction Générale de l'Energie, des Mines et de l'Eau (DGEME) dans le domaine de l'informatique** ».

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

- Faire un diagnostic du travail déjà réalisé, du matériel disponible à travers des entretiens, et des observations au sein de la direction ;
- Réaliser les travaux d'installation du matériel de réseau informatique pour mettre en service le réseau local ;
- Le connecter à internet ;
- Définir avec la direction de la DGEME et préparer la souscription d'un contrat Internet permettant l'accès des ordinateurs des agents à Internet ;
- Comme la Direction a fortement besoin d'être interconnecter à internet. Trois possibilités s'offrent chez Comores télécom, deux à forfaits illimité (BLR et LS) et un à forfait limité (ADSL) ainsi le consultant doit : Proposer la meilleure solution en transitoire (pour avoir un accès rapidement) puis à moyen terme.
- Définir les matériels et logiciels complémentaires pour mettre en place au sein de la direction un petit système documentaire permettant l'accès de tous les ordinateurs connectés au réseau local
- Voir la mise en place d'un contrôle d'accès internet pour éviter l'usage extra professionnel d'internet (blocage des sites de jeu, de téléchargement de film, ...)
- Configurer le système de telle façon que 2 imprimantes, photocopieuses scanners puissent être raccordées au réseau local ;
- Tester le bon fonctionnement de l'ensemble afin de mesurer l'efficacité des nouvelles technologies par rapport aux besoins de la direction ;
- Faire un point des matériels nécessitant un entretien ;
- Faire une journée de formation aux agents de la DGEME pour leur expliquer le fonctionnement du réseau et les petites interventions de base (redémarrage, mise en veille...)
- Etablir un schéma de l'installation pour faciliter l'entretien ultérieur.

3. La structure d'exécution du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (SEP-PRCI) Phase II, invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Le consultant intéressé doit

produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (lettre de motivation, curriculum vitae actualisé, référence de prestations similaires, etc.).

- **Profil du consultant exigé** : Etre de nationalité comorienne ;
- Etre âgés (es) au maximum de 32 ans ;
- Posséder un BAC + 4 en informatique minimum (systèmes et réseaux ou génie logiciel ou équivalent) ;
- Avoir des connaissances informatiques avérées (vérification du fonctionnement et de l'assemblage des ordinateurs, systèmes d'exploitation Windows 7 et 8, Microsoft Office 2010 câblages, équipements et protocoles réseau, programmation) ;
- Posséder une expérience professionnelle similaire d'au moins 02 ans;
- Avoir un bon esprit d'équipe.

4. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux « Méthodes et Procédures de la Banque pour l'utilisation des Consultants telles que définies dans la Politique de Passation des Marchés des opérations financées par le Groupe de la Banque Africaine de Développement, octobre 2015 », qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au jeudi de 7h30mn à 14h30mn et le vendredi de 7h30mn à 11h30mn (heures locales de Moroni - Union des Comores).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées ou envoyé par courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le 20/07/2020 à 12 heures 30 min** (heure de Moroni) et porter expressément la mention « **Recrutement d'un Consultant junior en vue d'appuyer la Direction Générale de l'Energie, des Mines et de l'Eau (DGEME) dans le domaine de l'informatique** ».

A l'attention du Coordonnateur National du Projet PRCI p.i
Monsieur Mohamed NADJIB YOUSOUF
Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire
Structure d'Exécution du Projet (SEP)
Bureau : Malouzini– Moroni, non loin du Lycée GYMNASSE
Moroni - Union des Comores
Bureau: (+269) 773 94 80
Fax: (+269) 773 95 54
Email: prci_comores@yahoo.fr